

85 % des récents médicaments anti-cancéreux sont inutiles et dangereux (1)

écrit par Gerard Delepine | 27 juin 2017

Nicole Delépine et Gérard Delépine

CANCER

LES BONNES QUESTIONS À POSER À VOTRE MÉDECIN



En complément de notre série d'articles sur les scandales de la médecine contemporaine, voici une interview, en trois parties, de Gérard Delépine.

<http://resistancerepublicaine.com/2017/06/16/11-vaccins-obligatoires-macron-veut-faire-un-gigantesque-cadeau-aux-labos-et-tuer-les-notres/>

<http://resistancerepublicaine.com/2017/06/16/docteur-gerard-de-lepine-le-systeme-mafieux-de-la-sante-est-vraiment-dramatique/>

<http://resistancerepublicaine.com/2017/06/17/agnes-buzyn-ministre-de-la-sante-a-ete-remuneree-par-les-labos-pendant-au-moins-14-ans/>

<http://resistancerepublicaine.com/2016/02/23/ces-produits-chimiques-vaccins-et-medicaments-qui-nous-tuent/>

<http://resistancerepublicaine.com/2017/03/09/macron-le-corrompu-favorise-les-labos-servier-responsables-des-2100-deces-dus-au-mediator/>

<http://resistancerepublicaine.com/2016/03/02/vous-devez-peser-pour-que-le-vaccin-dtpolio-soit-a-nouveau-disponibles-pour-nos-enfants/>

A une époque où on parle beaucoup de vaccination, il nous a paru intéressant de rencontrer Gérard Delépine, chirurgien, auteur, avec son épouse Nicole, de plusieurs livres pertinents sur la question, et plus principalement sur le rôle des grands laboratoires pharmaceutiques sur les politiques de santé. Un entretien, qui ne laissera indifférent personne, que nous avons coupé en trois parties, tant notre invité du jour a de choses à dire...

Riposte Laïque : Vous êtes chirurgien à la retraite, et avec votre épouse Nicole, pédiatre et oncologue, vous avez publié plusieurs livres, dont « Soigner ou Obéir ». Pouvez-vous vous présenter plus longuement à nos lecteurs ?

Gérard Delépine : Depuis mon plus jeune âge, j'ai toujours voulu être médecin pour rendre aux autres ce qu'ils m'avaient donné quand j'avais 2 ans (la vie). Et depuis mon externat en 1967, exercer la médecine puis la chirurgie et la cancérologie dans

un climat de progrès technique permanent fut un bonheur incroyable qui dura près de 35 ans. Mais ce bonheur se ternit progressivement : depuis les années 2000 le triomphe de l'argent sur l'éthique a perverti l'ensemble de la société et dévalorisé la médecine humaniste au profit des laboratoires pharmaceutiques et de leurs complices. Et depuis que Nicole et moi en avons pris conscience, nous avons pensé qu'il fallait aussi tenter de traiter ce cancer de notre société avant qu'il ne tue complètement la médecine.

Je ne présenterai pas mon épouse : c'est une grande dame qui m'est trop proche pour que je puisse le faire objectivement. Je rappellerai seulement qu'elle était cancérologue, pédiatre, responsable de l'unité de l'hôpital Raymond Poincaré , qu'elle a publié 7 livres et je citerai quelques phrases de la regrettée Sylvie Simon la décrivant : *« Nicole Delépine, fille de l'un des fondateurs de la Sécurité sociale [...] se bat contre la pensée unique en médecine et ses conséquences et jette un cri d'alarme pour la liberté de prescription des cancérologues. [...] Sa critique de la cancérologie actuelle est remarquable et secoue les dogmes poussiéreux qui règnent en la matière au détriment des patients. Nicole Delépine nous prévient que sous le prétexte d'imposer à notre pays une « médecine fondée sur les preuves », on assiste depuis quelques années au démantèlement en règle de notre système de soins et de protection sociale. Maître mot de cette orientation idéologique devenue une véritable religion pour certains : la standardisation. Désormais, pour être scientifiquement correct, les traitements doivent être uniformisés, les soignants robotisés et les patients normalisés. Ces dérives, encouragées par les grandes firmes pharmaceutiques et appliquées par une bureaucratie tatillonne, ont élevé les essais thérapeutiques au rang d'horizon indépassable pour tous les traitements à venir. Et malheur aux médecins, malades et familles qui ne se convertiraient pas à ce nouveau dogme ! »*

Riposte Laïque : Si nous vous présentons comme un homme de gauche, nous nous trompons ?

Gérard Delépine : Non, mais les étiquettes sont toujours réductrices et souvent trompeuses ; je considère mes semblables en fonction de leurs actes et le moins possible sur l'apparence qu'ils adoptent. Les élus du parti socialiste se disent « de gauche », alors que leur politique (pas si récente) a abandonné les ouvriers depuis les années 80 et laminé la classe moyenne qui constitue le rempart de la démocratie, au profit de minorités diverses qu'ils confortent dans leur communautarisme pour continuer à bénéficier des ors de la République et se trouver

une clientèle. Je ne suis pas de cette pseudo gauche-là. Ni de celle de certains anciens gauchistes parfois pédophiles, ni des bobos parisiens des dîners en ville de la « gauche caviar» !

Pour moi, être de gauche c'est vouloir poursuivre les rêves des philosophes du siècle des Lumières, des paysans des cahiers de doléances, des députés qui ont voté l'abolition des privilèges, des soldats de l'an II, des instituteurs de l'école publique de la Troisième République, des mineurs de *Germinal*, de la séparation de l'Église et de l'État, des vigneron du Sud-Ouest, d'Hugo, Zola, Jaurès. Être de gauche, c'est préférer la justice à l'ordre, défendre la liberté contre la tyrannie du pouvoir personnel, l'intérêt général, la méritocratie (par des examens anonymes et écrits), la nation une et indivisible, les droits de l'homme (et de la femme) et du citoyen.

J'ai eu le bonheur de voyager (souvent pour travailler) aux quatre coins du monde et cela m'a permis d'apprécier les autres peuples et leurs cultures, mais aussi de mieux aimer la nôtre et de me sentir davantage français. Je suis européen par mes origines familiales et ma culture mais de la véritable Europe, celle des nations, et non pas pour cette Europe zombie de Bruxelles, marionnette de la finance internationale qui nie nos particularismes, notre histoire, nos progrès sociaux et nous empêche de défendre notre culture, en nous imposant des populations qui ne veulent pas s'intégrer.

Riposte Laïque : Dans les quelques interviews qu'on vous accorde, ou bien dans vos livres, vous dénoncez l'influence des grands laboratoires dans la politique de Santé, et ses conséquences catastrophiques pour les patients, mais aussi pour la Sécurité sociale. Pouvez-vous expliquer cela à nos lecteurs ?

Gérard Delépine : Je ne critique pas les grands laboratoires pharmaceutiques. Ils fournissent des emplois et des médicaments dont beaucoup sont utiles et comme toutes les grandes entreprises, ils essaient de prospérer. Je dénonce seulement leurs dérives corruptrices et leurs complices, qu'ils soient médecins, fonctionnaires ou politiques qui se dissimulent pour mieux les servir au détriment de l'intérêt général qu'ils sont censés défendre.

Depuis la mondialisation récente, les laboratoires pharmaceutiques se sont concentrés et ont acquis une puissance financière colossale. Les sept plus grandes firmes assurent les ventes d'environ 90% des médicaments dans le monde et leur chiffre d'affaire global atteint la moitié du budget de la France. Ils ont certes participé à de grandes avancées thérapeutiques, mais sont aussi devenus un des

secteurs économiques les plus corrupteurs. Ils distribuent en moyenne plus de 95% de leurs bénéfices aux actionnaires et consacrent seulement 5% de leur chiffre d'affaire à la recherche contre 15% au « développement ».

Au niveau mondial, ils dépensent ainsi 150 à 200 milliards de dollars chaque année pour la publicité directe (officiellement interdite en France pour les médicaments remboursés) et indirecte, la visite médicale, les cadeaux aux médecins, les subventions aux revues médicales (dont ils assurent 80 à 90% du budget), aux sociétés savantes, à de nombreuses associations de malades, les primes et salaires des médecins choisis par eux comme leaders d'opinion, experts du médicament, les actions envers les fonctionnaires et responsables des agences sanitaires (chargés de les contrôler) via des organisations de colloques, etc., et des hommes politiques dont ils financent souvent les campagnes électorales et soutiennent la carrière. Le réseau dense de liens d'intérêts ainsi tissé oriente les politiques sanitaires dans un sens favorable à leurs intérêts, souvent au détriment des malades et de notre système de soins solidaire.

Cette situation est préjudiciable aux malades ; les big pharma ont, de fait, pris le contrôle des agences sanitaires créées pour les contrôler, tant aux USA (FDA) qu'au niveau de l'UE (EMA), et bien évidemment en France, via les liens d'intérêt des « experts ». Cela a été démontré dans tous les scandales sanitaires récents qui ont été jugés ou devraient l'être, qu'il s'agisse de la catastrophe du Vioxx ou du Médiator et par l'examen critique des autorisations de mise sur le marché des nouveaux médicaments.

Sous prétexte de « faire bénéficier les malades le plus tôt possible de l'innovation », les firmes pharmaceutiques obtiennent la mise sur le marché précipitée de drogues inutiles, souvent toxiques à des prix exorbitants, sans relation avec les frais de recherche, ni l'intérêt médical. Les malades se croient à tort protégés par les agences sanitaires, alors que l'autorisation de mise sur le marché français, décidée par l'Agence européenne du Médicament (EMA), repose le plus souvent sur des données fragiles, incomplètes ou biaisées.

Nicole Delépine et Gérard Delépine

CANCER

**LES BONNES QUESTIONS
À POSER À VOTRE MÉDECIN**



MICHALON

Plusieurs études internationales récentes, publiées dans de grandes revues de cancérologie, montrent que 85% des médicaments anticancéreux mis sur le marché dans les 15 dernières années sont inutiles et souvent dangereux parce que leur balance avantages /risques est défavorable (trop peu efficace et/ou trop toxique) et que trop peu d'entre eux sont retirés du marché ou trop tardivement. L'agence européenne, dont les experts sont trop liés aux firmes, privilégie constamment l'intérêt de l'industrie sur la sécurité des malades, encouragée par la Commission européenne dont tous les rapports soulignent la « porosité » aux représentants industriels. L'un des derniers directeurs de l'EMA, une fois son mandat terminé, a été immédiatement nommé directeur pour l'Europe d'une grande firme pharmaceutique qu'il avait « contrôlée » durant son mandat, et en toute impunité.

Cette situation menace l'existence même de la Sécurité sociale. Les prix exorbitants des médicaments récents creusent un déficit que ne parviennent plus à combler ni les prélèvements supplémentaires obligatoires (qui devaient être transitoires, mais risquent de s'éterniser, voire d'augmenter), ni le transfert de remboursement sur les mutuelles santé dont les tarifs augmentent sans diminuer pour autant le reste à payer. Et les représentants des assurances privées se servent du déficit de la Sécurité sociale, créé par cette politique aberrante de prix, pour promouvoir leur services en soulignant les tarifs attractifs qu'ils pourraient consentir pour la protection sociale des jeunes actifs. Ils omettent de préciser que ce sera au détriment de la solidarité et en particulier des personnes les plus vulnérables : retraités, chômeurs, malades chroniques qu'aucune assurance privée ne prendra en charge. L'exemple des USA, où règnent les assurances privées, est démonstratif ; nos amis américains sont parmi ceux qui dépensent le plus pour leur santé mais la faible efficience de leur système de santé les classe au 50^e rang mondial.

Riposte Laïque : Mais le Conseil de l'Ordre ne dit rien ?

Gérard Delépine : Rappelons ses origines : l'Ordre des Médecins a été créé par Vichy à une époque où le fascisme mussolinien prônait l'organisation de la société selon le modèle féodal des corporations. Sa première tâche (ou tache ?) a été de recenser les médecins juifs pour les exclure de la profession, puis de les dénoncer à l'occupant. Il a aussi appelé les confrères à signaler les plaies par balles pour que l'occupant puisse repérer les résistants blessés. Sur la demande du Conseil national de la Résistance, De Gaulle a dissous l'ordre des médecins (avant, hélas, de le rétablir). Mitterrand avait promis de dissoudre l'ordre des médecins, mais

quel gouvernant soucieux de son pouvoir va-t-il se priver d'un moyen de pression aussi efficace sur les médecins pour les obliger à obéir ?

L'ordre des médecins est anachronique, mais ce qui est le plus antidémocratique dans son fonctionnement est son pouvoir juridictionnel. Depuis la Révolution française, la justice n'est plus rendue au nom du roi, mais officiellement au nom du peuple français. Sauf dans les tribunaux d'exception dont le nombre diminue lentement ; ainsi le tribunal des forces armées a été supprimé et le tribunal de commerce renforcé par des juges professionnels ; mais curieusement le tribunal du conseil de l'ordre continue à pouvoir interdire d'exercice qui bon lui semble sans structure d'appel crédible. Cette justice d'exception doit disparaître, les médecins comme les avocats et les autres professionnels régis par des ordres doivent redevenir justiciables devant la justice du peuple français et des juges professionnels, selon les lois communes, avec débat public et sans huis clos. Comme tous les organismes vivants, l'ordre des médecins se préoccupe avant tout de sa survie ; et comme sa survie dépend du pouvoir en place, il le sert. Et comme le pouvoir actuel sert les laboratoires pharmaceutiques, l'ordre ne va pas risquer de leur déplaire...

Au lieu de défendre l'indépendance des médecins et veiller prioritairement à leur probité, l'ordre pourchasse les donneurs d'alerte et les condamne plus sévèrement que les corrompus avérés. Voyez comment il a sévèrement condamné les professeurs Even et Debré et combien il a été magnanime avec Cahuzac et Autier. Cet anachronisme est indéfendable en cette période où nos gouvernants prônent la transparence et le retour à plus d'éthique.

Dès que j'ai cessé mon activité de médecin, j'ai démissionné de l'ordre afin de retrouver la liberté de parole et d'acte dont jouit théoriquement tout citoyen français ordinaire.

Riposte Laïque : A ce sujet, que pensez-vous de la radiation de l'Ordre des Médecins du professeur Joyeux, qui paraît tenir des propos proches des vôtres ?

Gérard Delépine : J'ai beaucoup de respect et d'amitié pour le professeur Joyeux et pour le courage dont il a fait preuve en réclamant par une pétition, que j'ai bien entendu signée, le retour des vaccins trivalents répondant à l'obligation vaccinale en France.

L'ordre s'est discrédité une fois de plus en suivant le réquisitoire de Marisol Touraine et en condamnant le professeur Joyeux pour un simple délit d'opinion (pourtant officiellement aboli en France).

Dans sa pétition, il ne réclamait que la stricte application de la loi et n'abordait même pas le problème de l'obligation légale qu'aucune argumentation scientifique honnête ne peut défendre en 2017. Mais il est vrai qu'au pays de Pasteur, la vaccination reste un sujet tabou religieux et que sa critique scientifique est souvent considérée comme un acte blasphématoire. La Suède a récemment déclaré anticonstitutionnelle l'obligation vaccinale, que les mercenaires des fabricants de vaccins voulaient imposer, mais nos représentants paraissent limiter la défense des droits de l'homme aux discours pour l'étranger.

L'ordre a condamné le professeur Joyeux, appliquant ainsi le vieil adage romain : « Il faut couper la tête des oiseaux de mauvais augure »; dans sa forme moderne : « Il faut éliminer les donneurs d'alerte » pour ne pas entendre leur message dérangeant.

Demain, 2e partie de l'entretien : Marisol Touraine fut la pire ministre de la Santé de la Ve République

Propos recueillis par Pierre Cassen

<http://ripostelaique.com/85-des-recents-medicaments-anti-cancereux-sont-inutiles-et-dangereux-1.html>